

**Appel à recherches IReSP ESMS 2018
de l'Institut de Recherche en Santé Publique**

Synthèse longue

**« Vivre et habiter ensemble, à tout âge, même en situation de fragilité.
Une Recherche — action collaborative » (RAC).**

Marion Villez, enseignant-chercheur en sociologie, Université Paris Est-Créteil, UFR SESS-STAPS, Laboratoire LIRTES (EA 7313)

Julien Aimé, ingénieur de recherche en sociologie, Université Paris Est-Créteil, UFR SESS-STAPS, Laboratoire LIRTES (EA 7313)

Cécile Rosenfelder, sociologue, EHESP, Laboratoire Arènes, (UMR 6051), impliquée à titre personnel dans la recherche.

Remerciements

Nous souhaitons avant tout adresser nos remerciements à l'IRESP et à la CNSA pour le soutien apporté à notre démarche.

Nous remercions tout particulièrement tous les partenaires de cette recherche : A2MG, la Communauté des communes Sauer Pechelbronn, la Fondation Vincent de Paul, la ville de Strasbourg et l'association Poursuivre ainsi qu'à toutes les personnes qui, d'une manière ou d'une autre, y ont participé en acceptant de nous rencontrer, pour faire un entretien et/ou un focus group. Notamment, nous tenions à remercier chaleureusement les professionnels de l'EHPAD partenaire et du quartier, les maires des communes sur le territoire de la CCSP et les professionnels et autres acteurs associatifs qui ont bien voulu répondre à nos sollicitations dans le contexte difficile de la crise sanitaire liée à l'épidémie de COVID-19.

Introduction

Initiée au printemps 2019, pour une durée de deux ans, et soutenue dans le cadre de l'appel à projets ESMS 2018 de l'Institut de recherche en santé publique (IRESP) financé par la CNSA, la Recherche action collaborative (RAC) que nous avons menée entend pérenniser les investigations et la dynamique amorcées, entre 2017 et 2018, par un collectif d'acteurs, dans le cadre d'un micro-projet INTERREG¹, intitulé « vivre et habiter ensemble, à tout âge, même en situation de fragilités ». Les participants à cette démarche cherchaient alors à répondre aux défis posés par le vieillissement de la population, en le pensant dans une perspective globale, à l'échelle d'un territoire et à partir des ressources de ce territoire. Dans ce cadre, ils ont « rencontré » l'approche *Pflegemix*, un concept formalisé et expérimenté dans plusieurs communes Outre-Rhin. Cette approche a notamment été développée par Cornélia Kricheldorf (Professeure en gérontologie sociale à l'Université Catholique de Fribourg en Brisgau), en lien avec Elizabeth Bubolz-Lutz, professeure en Sciences de l'Education à l'Université de Duisburg-Essen. De façon schématique, le *Pflegemix* peut se définir comme un concept d'accompagnement décloisonné, articulant l'aide familiale, l'habitat (alternatif et institutionnel), les services de soin et la solidarité locale (bénévolat de proximité, monde associatif, solidarités de voisinage). Souhaitée par les principaux acteurs français engagés dans cette première exploration collective, la RAC est donc le prolongement de ce projet INTERREG. Elle est menée par un collectif d'acteurs, associatifs, politiques et universitaires. Ce collectif intègre trois chercheurs (Marion Villez, Cécile Rosenfelder et Julien Aimé), un gestionnaire d'établissements (la Fondation Vincent de Paul (FVDP)), une communauté de communes (la Communauté de Communes de Sauer-Pechelbronn (CCSP) ainsi qu'une association de citoyens âgés (l'Association Agir Multigénérationnel/ A²MG).

A partir de l'interrogation des acteurs associatifs et politiques quant aux moyens pour mettre en application les principes moteurs du *Pflegemix*, et notamment ceux qui reposent sur l'implication des citoyens et la création de réseau d'entraide solidaire, il s'agit de travailler au niveau de deux territoires. L'un, en milieu urbain dans le quartier de la cité Rotterdam (situé à Strasbourg), en lien avec la FVDP. L'autre, en milieu semi-urbain sur le territoire de la communauté des communes de Sauer-Pechelbronn, en lien avec la CCSP.

Notre travail s'articule autour de deux axes principaux :

- Examiner les conditions de transférabilité de l'approche innovante allemande : le *Pflegemix*.
- Accompagner le travail des membres du collectif désireux de mettre en pratique, à l'échelle locale, des actions inspirées par la démarche *Pflegemix* et par le travail collectif engagé dans le cadre du projet INTERREG.

Collaborative, cette recherche action s'est déroulée à partir de modes d'investigation participatifs et partagés. Ainsi chaque étape du processus tend à être co-construite par et avec les acteurs y prenant part. Précisons dès à présent que la crise sanitaire et les mesures prises pour lutter contre la propagation du COVID-19 ont considérablement modifié notre démarche de recherche et nous ont obligé à une redéfinition de certains objectifs et modes d'intervention.

¹ Le terme INTERREG désigne un programme de coopération territoriale européenne (CTE) créé en 1990 et financé conjointement par le Fonds européen de développement régional (FEDER) et le Fonds structurels et d'investissement européens (ESI). Avec le succès des projets INTERREG, les institutions européennes ont mis en place en 2002 un programme de microprojets dédié à des projets ayant des budgets inférieurs à 66 000 euros et dont la durée de réalisation est limitée à un an au maximum. Ces microprojets visent principalement des structures de petites tailles ou encore des associations telles qu'A²MG. L'objectif de ce programme est de soutenir des rencontres citoyennes permettant de favoriser l'intégration européenne par le biais de la société civile et l'engagement citoyen à l'échelle de l'espace transfrontalier (Curzi, Delecasse et Moyse 2016).

Ce faisant, outre les obstacles qu'elle a dressé sur notre chemin, la pandémie est devenue un objet d'étude à proprement parler. Dans un premier temps, nous présenterons les principaux objectifs de cette recherche et le contexte dans lequel elle s'inscrit, puis nous reviendrons plus en détail sur les axes de recherche et la méthodologie employée. Enfin, nous présenterons les principaux résultats.

Partie I : Objectifs et contexte

Rappelons ici les grands objectifs de la démarche et le contexte dans lequel elle s'inscrit.

A. Objectifs :

In fine, la RAC entend penser et accompagner l'émergence de dynamiques cherchant à créer les conditions favorables pour des territoires solidaires et bienveillants pour tout un chacun, pour que les personnes âgées, quelles que soit leur condition, aient « droit de cité ». Ce travail est mené dans deux sites expérimentaux, par le biais d'une démarche collaborative mobilisant des partenaires inspirés par un travail commun réalisé entre 2017 et 2018 dans le cadre d'un projet INTERREG, et, dans ce cadre, inspirés par la « rencontre » d'une approche novatrice, le *Pflegemix*, expérimentée dans plusieurs communes Outre-Rhin. Les deux sites en question sont :

- le quartier d'implantation d'un EHPAD géré par la fondation gestionnaire partenaire de la démarche (la Fondation Vincent de Paul (FVDP))
- le territoire couvert par la communauté des communes partenaire de la démarche (la communauté de Communes de Sauer-Pechelbronn (CCSP))

Recherche-action, notre démarche tend à combiner production de connaissance et résolution de problèmes/enjeux sociaux et/ou expérimentation de nouvelles pratiques ou de pratiques alternatives au regard des réponses existantes.

B. Contexte :

Notre démarche renvoie principalement aux thématiques de l'adaptation des territoires au vieillissement, de la prise en compte de l'expérience vécue des habitants et des acteurs gérontologiques, de l'innovation sociale. Aussi, il nous semble important avant tout d'opérer un bref retour sur ces notions, principalement à partir d'un regard sociologique.

D'abord un bref retour sociohistorique sur l'action publique vieillesse française. Originellement centrée sur le « troisième âge » et l'intégration des populations vieillissantes à la collectivité, les politiques publiques se sont ensuite déplacées vers le grand âge, le « quatrième âge », au travers des politiques de « gestion de la dépendance ». Plus récemment, le référentiel de l'action gérontologique tend à évoluer d'une approche par population cible à une approche plus globale et moins sectorielle du vieillissement centrée sur la prévention, le « vivre ensemble », le lien social ou plus récemment l'inclusion (Argoud 2016a; Argoud 2017). Ce nouvel infléchissement des politiques publiques passe par une reconsidération des territoires de proximité et de l'environnement local pour penser les politiques gérontologiques et l'aménagement de l'offre sociale et médico-sociale, l'enjeu étant d'adapter les territoires au vieillissement.

Se développent ainsi, à travers le monde, nombre d'initiatives qui cherchent à répondre aux enjeux de participation sociale et de citoyenneté des aînés. Ces initiatives cherchent moins à « intégrer » les personnes âgées à la Cité, qu'à faire que celle-ci, et tous les acteurs qu'elle comporte, se transforme au point de se faire plus « inclusive ». Elles se fondent sur le postulat que seul un engagement partagé à l'échelle locale entre les acteurs du secteur médico-social et les acteurs de la société civile peut contribuer à construire un climat bienveillant pour tous et à renouveler l'action gérontologique (c'est-à-dire notamment à s'émanciper des logiques d'actions sectorielles, catégorielles et verticales au profit d'une approche plus globale et décroisée.) L'approche *Pflegemix*, étudiée dans le cadre de cette recherche, constitue un exemple de ce type d'approches visant à répondre aux enjeux posés par le vieillissement à partir d'une prise en compte du territoire de proximité.

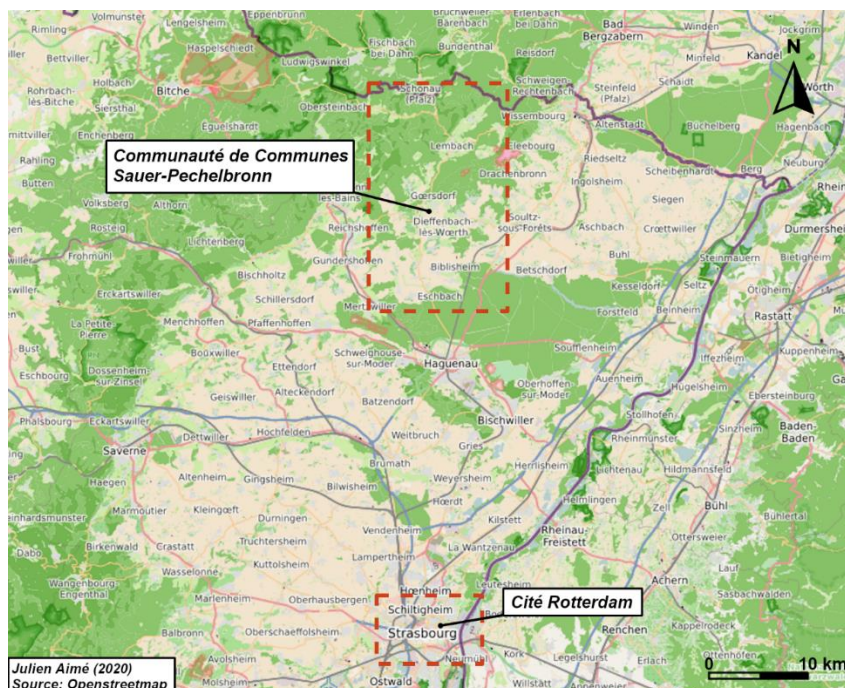
Outre une approche par le territoire vécu et le territoire de proximité, ce sont les enjeux relatifs à l'innovation sociale dans le secteur du vieillissement qui structurent notre démarche. L'innovation sociale est une notion polysémique, actuellement très présente dans l'espace public, renvoyant à des réalités plurielles. Certains la définissent comme un processus par lequel un corps social s'approprie une invention pour la transformer en des nouvelles pratiques bousculant l'ordre établi (Alter 2000). L'innovation sociale ne renvoie néanmoins pas systématiquement à la nouveauté et n'a pas nécessairement vocation à se généraliser à grande échelle. D'autres insistent sur le fait qu'elle est devenue un instrument de modernisation des politiques publiques (Richez-Battesti, Petrella et Vallade 2012; Penven 2015). D'autres approches insistent plus spécifiquement sur la dimension participative, collective et/ou inclusive inhérente à certaines innovations sociales (Penven 2013). La démarche dans laquelle nous nous situons dans le cadre de la RAC correspond à ce type d'approche coopérative et participative.

C. Quelques repères sur les territoires :

L'étude que nous menons implique des acteurs très différents et porte sur deux territoires très contrastés du département du Bas-Rhin en région Grand-Est : la Communauté de Communes de Sauer-Pechelbronn et la Cité Rotterdam, située à Strasbourg.

Avant de présenter brièvement ces deux territoires, il nous semble important de donner quelques repères sur la région dans laquelle ils s'inscrivent.

Créé en 2016, après la réforme des régions initiée par l'Acte III de la décentralisation (2013), la région Grand Est compte 10 départements, dont le Bas Rhin. À l'heure actuelle, la région Grand-Est est la troisième collectivité territoriale la moins « âgée » de France, après l'Île-de-France et les Hauts-de-France, avec un taux de personnes de plus de 65 ans qui avoisine 19 %, lorsque ce taux est de 20,5% pour la moyenne française (INSEE, 2011). En revanche, le Grand-Est a connu un vieillissement plus rapide (particulièrement dans les zones rurales et en dehors des aires urbaines) que les autres territoires métropolitains puisque, entre 2006 et 2013, la population des plus de 85 ans a augmenté en moyenne de 6,5 % par an (le taux moyen français se situe un point en dessous à 5,5 %). Le Bas Rhin et le Haut Rhin compose l'ante-région de l'Alsace, plus petit territoire administratif métropolitain en termes de superficie. Le Bas-Rhin est le territoire administratif du Grand-Est qui affiche la part de 65 ans ou plus (17,4 % contre 19 %) et l'indice de vieillissement les plus faibles (74,1 contre 80).



1. La cité Rotterdam

La Cité Rotterdam a été la première cité de grands ensembles construite en France dans l'après-guerre. En 1954, c'est 800 logements, une école et un parc « à l'anglaise » qui sont livrés en moins de deux ans. Son histoire, ainsi que son architecture exemplaire du fonctionnalisme architectural, ont conduit à sa labellisation « Patrimoine remarquable du XX^e siècle ». La Cité a connu une rénovation en 2000 puis en 2012, et une réhabilitation (débutée en 2015), concrétisée par une modernisation du système de chauffage ainsi que des travaux dits énergétiques, achevée en 2019. Aujourd'hui encore, la Cité Rotterdam fait l'objet d'un projet urbain visant la construction de plus d'une centaine de logements par un bailleur social de la ville, la réalisation d'une maison des services à proximité des écoles se trouvant en plein cœur du quartier ainsi que le réaménagement des espaces publics par la ville de Strasbourg. Rappelons par ailleurs qu'il s'agit d'un quartier de veille active (QVA)². L'emplacement de la Cité Rotterdam, située à proximité immédiate du centre-ville, en fait un lieu particulièrement prisé de ses habitants et connaît par conséquent un taux de rotation assez faible. Dans le cadre de la rénovation du quartier, un bailleur social, propriétaire de bâtiment et du terrain, souhaitait construire une résidence pour personnes âgées destinée à des seniors autonomes en situation de précarité sociale, dont la gestion serait confiée à la FVDP, qui gère par ailleurs un EHPAD à proximité.

2. La Communauté de Communes Sauer-Pechelbronn

La CCSP renvoie à deux objets qui se recouvrent l'un et l'autre en permanence, le premier est un territoire géographique et le second est la structure politique qui régit ce territoire. Évoquons ici le territoire géographique. Il se situe dans ce qu'on pourrait appeler le périurbain éloigné ou le « pré-urbain » (Stébé et Marchal 2019) : espace situé entre le rural et le périurbain traditionnel, plutôt composé de zones pavillonnaires et généralement structuré

² QVA désigne les quartiers qui relèvent d'un zonage « Politique de la ville » mais qui ne présentent pas les caractéristiques d'un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV). En conséquence, la concentration des moyens provenant de la puissance publique est plus faible pour les QVA que pour les QPV.

autour de centralités secondaires, mal couvert en termes d'infrastructures médicales, économiques, commerciales, culturelles et de services. Une autre façon de définir la communauté de communes serait de parler de territoire « multipolarisé » (Insee Alsace, 2011), un terme qui permet de désigner un territoire sous l'influence des pôles urbains environnants, notamment en matière d'emplois et dans lequel au moins 40% de la population quitte quotidiennement le territoire pour rejoindre son lieu de travail dans une centralité urbaine plus ou moins proche. La CCSP se situe dans la partie la plus septentrionale du Bas-Rhin, à la frontière avec l'Allemagne. Au sud du territoire se trouve la forêt d'Haguenau qui constitue une barrière forestière de près de 5 kilomètres de long, tandis qu'au nord, le territoire est inséré dans le parc naturel régional des Vosges du Nord, lequel est classé « réserve mondiale de la biosphère » à l'UNESCO, ce qui participe d'un paysage tantôt champêtre, tantôt vallonné. La CCSP gère entre autre, en lien avec un bailleur social, deux résidences senior et deux EHPAD autour desquelles elle aimerait consolider une dynamique solidaire et intergénérationnelle.

Partie II : Axes de recherche et méthodologie

Précisons ici les axes de recherche et la méthodologie générale employée dans le cadre de cette démarche.

A. Axes de recherche

Cette recherche s'articule autour de deux axes principaux :

- Le premier vise à comprendre l'approche *Pflegemix* et la manière dont les partenaires français du collectif de recherche se la sont appropriée. Encore peu documentée en France, il s'agissait d'abord de comprendre les principes et le fonctionnement du *Pflegemix* en termes d'accompagnement, de participation citoyenne et de lien social. Nous avons également cherché à comprendre la manière dont les partenaires français se sont appropriés le concept et le rôle que cette approche a joué sur eux. Ce faisant, il s'agissait de décrypter ce que nous avons appelé les « déplacements théoriques » et les « ajustements pratiques » que cette « rencontre » a généré.
- Le second axe de travail vise à contribuer à un état des lieux sur les sites expérimentaux et à accompagner la construction d'actions adaptées aux enjeux locaux liés au vieillissement. Il s'agit ici de mettre en pratique à l'échelle locale des actions inspirées par la démarche *Pflegemix*, ainsi que par le travail initié auparavant dans le cadre du microprojet INTERREG que prolonge le travail mené dans le cadre de cette RAC.

B. Méthodologie :

D'un point de vue méthodologique, la RAC s'inscrit dans le champ des sciences participatives, entendues comme « des formes de production de connaissances scientifiques auxquelles des acteurs non scientifiques professionnels — qu'il s'agisse d'individus ou de groupes — participent de façon active et délibérée » (Houllier 2016). La démarche entreprise est donc nécessairement évolutive et processuelle. Elle est co-construite, c'est-à-dire partagée avec les partenaires impliqués, et vise à produire des connaissances actionnables (*Ibid.*) pour eux, qui soient donc un appui au changement et à l'innovation sociale. En ce sens, notre démarche rejoint également la conception de l'innovation sociale telle qu'elle est développée par Alain Penven, comme production collective, rendue possible par un « effet coopératif d'apprentissage et de production de connaissance » (Penven 2015, p. 134).

Un tel parti pris nécessite donc d'accepter les aléas, les errements et le fait parfois de ne pas déboucher sur quelque chose de concret et d'immédiatement visible. Ce processus étant lui-même à analyser dans le cadre de la démarche de recherche.

Il importe ici de mentionner que notre démarche, impliquant des professionnels engagés dans l'accompagnement des personnes âgées ayant besoin d'aide dans leur quotidien, a été particulièrement bousculée par la crise sanitaire liée à la pandémie de COVID 19. Des réorientations furent opérées, tout en essayant de maintenir le cap initialement fixé. Au-delà, la crise sanitaire et le mode de gestion adopté sont devenus des « objets » de recherche à part entière.

Qu'en est-il de ce qui a été concrètement réalisé ? De manière transversale, un mode de pilotage a été structuré autour d'outils partagés et d'interfaces d'échanges, de débats et de dialogues entre les membres de la RAC, de nature à consolider une « réflexivité collective » (Cefaï 2003, p. 525), un esprit de « conversation » (Laforge et al. 2017). Chacun des deux axes a fait l'objet d'une méthodologie propre, dans un esprit commun d'intervention.

Méthodologie axe 1 :

Des entretiens ont été réalisés avec les partenaires du collectif engagés dans l'initiative INTERREG et dans la RAC, dans l'idée de comprendre le rôle qu'a joué pour eux la démarche INTERREG et le concept de *Pflegemix*. Les entretiens avaient pour objectif de comprendre les raisons de l'engagement personnel et institutionnel dans le projet INTERREG, de saisir les intérêts qui avaient pu mener à cette participation, de mieux connaître les attentes, les freins à l'élaboration de projets liés au vieillissement et également quel était le substrat théorique sur lequel s'appuyaient les acteurs du projet. Parallèlement, nous nous sommes appuyés sur des données « froides » (écrits institutionnels, journalistiques, comptes rendus, rapports, etc.) de sorte à approfondir ou compléter certains points.

Dans l'idée d'éclairer le *Pflegemix*, jusqu'ici peu documenté, nous avons réalisé des recherches documentaires et théoriques sur cette approche, ainsi qu'un travail de traduction de textes écrits par Cornelia Kricheldorf, complétés par des échanges directs avec la chercheuse. Nous avons également organisé un séminaire franco-allemand et réalisé des « visites » de 3 sites emblématiques du *Pflegemix* en Allemagne. La première visite a eu lieu avant la crise sanitaire liée à la pandémie de COVID 19, à Bollschweil, une commune de 2300 habitants à une dizaine de kilomètres au sud de Fribourg en Brisgau. La seconde a permis de visiter deux sites : l'un à Eichstetten, une commune de 3000 habitants située sur les contreforts du massif du Kaiserstuhl, modèle de référence pour les autres territoires observés, et, l'autre dans le « Quartier 46 » à Fribourg en Brisgau.

Méthodologie axe 2 :

Présentons brièvement, même si nous y reviendrons plus loin, les objectifs propres à chacun des deux sites expérimentaux et les réorientations opérées, pour des raisons tout à la fois internes et externes. Initialement, la FVDP (en milieu urbain) souhaitait co-construire le projet social d'une résidence sociale réservée aux personnes âgées dont elle aurait la gestion et dont la construction par un bailleur social était alors en projet, de sorte à intégrer le lieu à une dynamique de quartier. La démarche a finalement été réorientée autour d'un EHPAD que gère la fondation sur le territoire et de son ouverture sur le quartier (au niveau de la vie sociale et des pratiques professionnelles), et de la création, à moyenne échéance, d'un nouveau poste : le « relai de quartier », que la FDVP appelle aussi « veilleur senior ». La mission de ce professionnel s'inscrirait à la fois dans une démarche de veille, d'accompagnement et de prévention pour les personnes âgées du quartier en lien avec les autres acteurs du territoire. De son côté, initialement, la communauté de commune (en zone périurbaine) souhaitait stimuler la participation citoyenne et contribuer à l'élaboration d'un réseau solidaire d'une part, et ouvrir sur le quartier les résidences seniors situées dans une des communes, d'autre part. Il s'est finalement agi de mieux identifier les acteurs du territoire, les besoins des personnes âgées pour apporter des réponses plus ajustées, moins standardisées.

Concrètement, la méthode suivie a été en partie commune aux deux territoires, en partie singulière de sorte à tenir compte des projets propres à chacun, des configurations locales et des adaptations opérées. Se sont ainsi tenus des entretiens avec les acteurs du territoire, des observations *in situ*, des entretiens collectifs – *focus groups* - avec les professionnels de l'EHPAD partenaire, la passation d'un questionnaire pour comprendre l'action communale auprès des citoyens âgés de la CCSP, en contexte de crise sanitaire mais aussi en régime plus habituel, etc.).

La crise sanitaire liée à la pandémie de COVID 19 et son mode de gestion ont eu un impact considérable sur la RAC, et notamment sur les modes d'investigation annoncés dans le cadre de ce deuxième axe au moment de notre candidature à l'appel à projets, qui ont dû être réajustés. Ainsi, par exemple, le volet participatif, à travers des groupes de travail associant des acteurs des différentes composantes de la société civile, imaginé à l'origine du projet, n'a pas pu être mis en place. Si la crise a représenté un obstacle majeur à notre démarche, il est apparu évident qu'il fallait en faire un objet de recherche, notamment en recueillant l'expérience qu'en ont eu les partenaires impliqués dans la RAC.

C. Présentation des acteurs en présence dans le cadre de la RAC

En reprenant la catégorie d'Alain Penven à propos du processus d'innovation, nous considérons l'association A²MG, à l'origine du projet INTERREG, comme « initiateur ». A²MG est née en 2006 dans une commune rurale alsacienne, à partir d'une histoire personnelle d'aidants familiaux confrontés à la fragilisation d'un proche atteint de la maladie d'Alzheimer. Issue donc de la société civile, regroupant des citoyens âgés, l'association entend expérimenter, étudier et promouvoir des lieux de vie, de rencontre, de créativité et d'hébergement multigénérationnels. Entre autres projets, A²MG a mis en place ce qu'elle nomme deux « *microstructures* » chez l'habitant, regroupements d'habitants autour desquels se consolide un dispositif d'accompagnement à visée inclusive, s'appuyant sur l'aide professionnelle, l'aide familiale-familière et les ressources solidaires locales, dans une commune Alsacienne. L'association a poursuivi sa démarche via la mise en place d'un café-rencontre (Kaffeekranzel) hebdomadaire destiné aux personnes vieillissantes de la commune, puis plus récemment via le projet INTERREG.

Aux côtés des « initiateurs », Alain Penven identifie les « entrepreneurs ». Seront ici considérés comme tels la FVDP et la CCSP, car, dans le cadre de la RAC, elles portent les projets qui seront accompagnés, et constituaient déjà les terrains sur lesquels portait le projet INTERREG initié par A²MG. La FVDP, reconnue d'utilité publique, a été fondée en 2000 par la Congrégation des Sœurs de la Charité de Strasbourg (elle-même créée en 1734 pour intervenir auprès des populations malades, pauvres, isolées, ou âgées, dans l'esprit de Vincent de Paul dont les sœurs assumaient l'héritage spirituel et pratique). Actuellement, la FVDP gère une cinquantaine de structures en Alsace et en Lorraine, notamment dans les secteurs de la santé, de l'enfance et des personnes âgées. Quant à elle, la CCSP, définitivement fondée en 2008 est, en tant que structure politique, un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI)³ regroupant 24 communes de moins de 2000 habitants (dont seulement 4 comptent plus de 1000 habitants) soit un peu plus de 17 000 habitants. C'est au sein de la commission « cohésion sociale, services à la famille et vie associative », qui compte 17 membres élus, que sont débattues les questions liées à l'action sociale communautaire et élaborées les politiques en faveur des personnes âgées du territoire.

Le processus d'innovation sociale, tel que pensé par Alain Penven, suppose l'enrôlement de forces vives par les initiateurs. Outre les « entrepreneurs », qui engagent des moyens parfois considérables et peuvent, à certains égards, prendre des risques, il faut aussi compter sur ceux que le sociologue Alain Penven nomme des « alliés » qui entourent et soutiennent les projets, concourent à la reconnaissance et à la diffusion des projets engagés et des acteurs qui les portent. Nous ne les présenterons pas ici dans le détail mais nous pouvons retenir la ville de Strasbourg, le bailleur social partenaire de la FDVP, et l'association Poursuivre. Nous pouvons mentionner aussi le concept de *Pflegemix*, et Cornelia Kricheldorf, professeure en gérontologie sociale à l'Université Catholique de Fribourg en Brisgau en Allemagne, à qui l'on en doit la systématisation (approche qu'elle a développée avec Elizabeth Bubolz-Lutz, professeure en Sciences de l'Education à l'Université de Duisburg-Essen). Cornelia

³ Les EPCI à fiscalité propre sont l'une des formes possibles d'intercommunalité. Le terme d'intercommunalité désigne un regroupement de plusieurs communes décidées à coopérer ensemble, de façon plus ou moins pérenne, afin d'accomplir une ou plusieurs missions spécifiques en application du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Les EPCI ont pour mission principale d'élaborer des « projets communs de développement au sein de périmètres de solidarité » (Article L5210-1 du CGCT) définis par les communes membres. Ces structures administratives sont en partie financées par la fiscalité locale, et notamment par le prélèvement des taxes foncières, d'habitation et professionnelles, et d'autre part par des dotations de fonctionnement versées par l'État. De la taille d'une EPCI et de sa qualité (communauté de communes, communauté d'agglomération, métropoles) dépendent les compétences qu'elle exerce et qui lui sont, de fait, déléguées par les communes.

Kricheldorff, a déjà accompagné une trentaine de projets tentant de mettre en application le *Pflegemix* en Allemagne.

Partie III : Résultats

Sans visée à l'exhaustivité, mais en nous attachant à restituer les résultats les plus saillants, nous reviendrons d'abord sur le *Pflegemix* en lui-même et son mode d'appropriation par les partenaires impliqués dans la RAC, puis sur les actions engagées avec les partenaires sur chacun des deux sites concernés par la démarche.

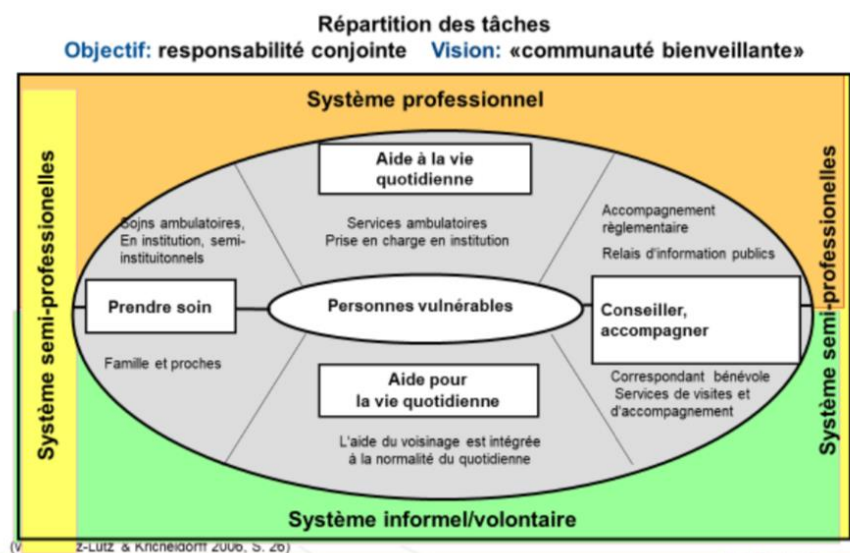
A. Axe 1 : Le *Pflegemix* et son appropriation

1. Quelques repères sur une innovation sociale allemande

Intéressons-nous à la dimension théorique et aux aspects pratiques du *Pflegemix*, en essayant, sans viser l'exhaustivité, de rendre compte des théories du vieillissement qui le sous-tendent ainsi que des termes et notions que mobilise Cornelia Kricheldorf dans ses écrits pour élaborer le concept. Sur le plan théorique, Cornelia Kricheldorf se réclame d'au moins deux disciplines très proches : la gérontologie sociale (science du vieillissement fondée sur la pluridisciplinarité) et l'éco-gérontologie (centrée sur la relation entre la personne vieillissante et son environnement – humain, physique, technologique, etc.).

Posant la question de la diminution du potentiel de soutien familial et de l'impossible substitution de ce modèle par un modèle principalement basé sur l'intervention de professionnels, l'approche forgée par Cornelia Kricheldorf appelle à une nouvelle division du travail d'aide et de soin à l'échelle locale (laquelle assigne une place plus importante à la société civile tout en s'appuyant sur la participation active des professionnels, en misant par ailleurs sur la capacité d'action des personnes âgées, même lorsque son besoin d'aide et de soin augmente), et à mettre en place les conditions de réalisation d'un sentiment de « responsabilité partagée » (que l'on pourrait traduire en français par « communauté bienveillante »), à l'égard des personnes.

Cornelia Kricheldorf propose une représentation schématique de cette nouvelle répartition des tâches dans le cadre du *Pflegemix* (A²MG (dir), 2019).



Comme évoqué plus haut, nous avons également organisé un séminaire franco-allemand et réalisé des « visites » de 3 sites emblématiques du *Pflegemix* en Allemagne le modèle d'Eichstetten repose avant tout sur l'existence d'une association, créée sous l'impulsion de la municipalité, proposant différents services à la population et dont la gouvernance se fait sur un mode participatif. L'association est propriétaire d'un bâtiment composé de logements, de bureaux, d'un café. Dans le quartier visité à Fribourg, la coopérative d'habitation gère un bâtiment composé de logements, de services, d'un lieu de rencontre géré par une association,

dont les activités sont pilotées par une coordinatrice de quartier. A Bollschweil, sur fond d'une dynamique plus ancienne, la municipalité projette la construction d'un nouveau quartier intergénérationnel.

Le travail de synthèse des visites de sites allemands ayant été accompagnés par Cornélia Kricheldorf dans la mise en place de projets repérés comme emblématiques du *Pflegemix*, nous a permis de mettre en exergue 5 caractéristiques récurrentes dans les dispositifs, les structures et les lieux étudiés :

1. Les associations et les fondateurs des projets articulent leurs actions à la construction de nouveau lieu, manière de justifier la mobilisation des habitants et des personnes concernées par ces lieux mais aussi de structurer un réseau de partenaires qui pourra s'investir dans la définition du projet. La construction de partenariats le plus tôt possible dans le cadre de projet est vue comme une garantie permettant de conserver une collaboration sur le long terme.

2. La participation citoyenne tient une place centrale dans tous les projets, qui montrent tous une forme d'institutionnalisation de cette dernière par la création de groupes de travail permanents, d'assemblées de quartier et d'enquête de besoins.

3. Les structures mises en place sont relativement indépendantes du pouvoir politique mais aussi des acteurs du soin ou du monde socio-culturel, bien qu'elles partagent en partie certaines missions. Ces structures, souvent associatives, réalisent des actions de démocratie participative à l'échelle locale, elles proposent une offre de soin et coordonnent l'offre existante en matière de soins spécialisés et impulsent une variété de projets culturels et d'activités de loisirs. Elles constituent des instances de coordination (via le rôle de coordinateur de quartier par exemple) en mesure de faire fonctionner ensemble et en cohérence les différentes ressources humaines (bénévoles, volontaires, salariés internes et partenaires externes, citoyens, politiques, etc.) disponibles et investies à l'échelle locale.

4. Les élus locaux occupent une place centrale dans ces projets (rôle d'impulsion, de soutien) articulée à une recherche de juste distance permettant aux projets de ne pas être dépendants du pouvoir politique. Cette juste distance et le portage des projets par les citoyens (plutôt que par le pouvoir politique) permettent notamment d'éviter que ces derniers ne s'arrêtent ou ne soient mis à l'arrêt, par exemple suite à des élections.

5. Dans le contexte allemand et dans les projets étudiés, ce qui est souvent qualifié d'aide de voisinage, ou « semi-professionnelle » repose en grande partie sur le cadre juridique des « mini-jobs »⁴. Cette forme d'emploi semble être acceptée, dans les cas étudiés, par des personnes retraitées qui touchent de petites retraites et donc qui n'ont pas de raison de cotiser pour le chômage ou pour la retraite. Par ailleurs, les promoteurs de ces projets mettent en avant la tendance très forte, en France comme en Allemagne, des retraités à s'investir dans le monde associatif et l'action sociale. Les mini-jobs sont une façon légale de reconnaître la valeur du travail qu'ils réalisent.

Nombre de difficultés se présentent. Elles existent au démarrage des projets. Les porteurs de projet font face à des réticences des élus ou des acteurs en place, par exemple des organisations prodiguant des soins qui peuvent parfois voir le développement de l'aide de voisinage comme une concurrence déloyale. À cela s'ajoute le risque de recruter des personnes incompetentes pour les tâches qui leur seront confiées. Les difficultés sont aussi inhérentes aux modalités de participation sociales et citoyennes. Les porteurs de projet témoignent ainsi d'une difficulté à mobiliser les acteurs sur le temps long, notamment les citoyens, et des risques de confiscation de la parole par les populations les plus aisées. Dans

⁴ Les mini-jobs sont une spécificité du code du travail allemand qui désigne des emplois dont la rémunération ne peut excéder les 450 euros et pour lesquels le salarié ne cotise pas pour l'assurance chômage, maladie ou pour sa retraite (sauf s'il accepte que son salaire soit amputé de ses cotisations).

le même ordre d'idée, il existe un risque de ne travailler qu'en direction du public le plus souvent présent et donc de délaisser un public parfois moins visible.

2. Sociogénèse d'un réseau d'acteurs et d'une rencontre avec l'approche *Pflegemix*

Il s'agit ici de saisir la manière dont les partenaires de la RAC ont découvert l'approche *Pflegemix*, son rôle comme celui des échanges franco-allemands sur leurs réflexions et sur les actions qu'ils entendent mener à l'échelle locale. Comme l'écrit Dominique Argoud, une « innovation sociale ne naît pas ex nihilo : elle suppose un contexte et des acteurs susceptibles de s'impliquer voire d'orienter le processus » (Argoud 2016b). Aussi, il semble nécessaire de revenir, de manière synthétique et analytique, sur les origines du réseau d'acteurs qui s'est stabilisé à l'occasion du projet INTERREG et de la RAC.

L'histoire de la fondation d'A²MG illustre parfaitement le fait que, parfois, « la gestion de la fragilité d'un proche se transforme en engagement public » (Rosenfelder 2014). En 2006, pour la fondatrice d'A²MG, l'objectif est de permettre à sa mère de finir ses jours à son domicile et non en établissement. La fondatrice embarque dans la démarche un cousin par alliance avec qui elle a parfois travaillé. Il deviendra d'ailleurs le président de l'association. Des travaux d'aménagement de la maison familiale sont réalisés ; des proches, une voisine, des professionnels se relaient pour assurer une présence auprès de la mère de la fondatrice de l'association. La démarche évolue dans l'idée de faire de la maison un espace commun où s'organisent des activités, des ateliers, des journées thématiques qui permettent de financer en partie l'accompagnement de la mère de la fondatrice, mais aussi de tisser du lien social, et de doter ce lieu d'une fonction d'apprentissage et de formation à la fragilisation des personnes. Dans l'esprit que ce lieu de vie soit un lieu multigénérationnel, un neveu de la fondatrice s'installe dans la maison ; en 2009, c'est une habitante âgée du village, qui rejoint le lieu de vie. En 2010, l'association est juridiquement créée. Un mois après sa création, la mère de la fondatrice décède et, malgré la volonté d'A²MG de poursuivre le travail, cette première expérience doit prendre fin. Presque une année plus tard, l'habitante investie dans le premier lieu propose d'en ouvrir un similaire dans sa propre maison, ce qui permet à l'expérience d'être reproduite ailleurs, malgré le peu de moyens humains et financiers (l'aventure prendra fin en 2016 avec le décès de cette habitante). A²MG se saisit de l'occasion pour poursuivre et amplifier son action, soutenue en cela par des subventions, obtenues en 2012, par la Fondation de France et la Fondation Solidarité Rhénane.

Dans sa recherche de réponses durables pour permettre le vieillissement à domicile, l'association A²MG a organisé et participé à des réunions thématiques (habitats multigénérationnels, mobilisation des acteurs de la société civile et du monde politique) à l'échelle des Eurodistricts (Pamina et Strasbourg-Ortenau), notamment, en partenariat avec l'association Mehrgenerationen Wohnprojekt Offenburg⁵ (MWO), rencontrer en 2012. C'est dans ce cadre que la fondatrice d'A²MG va connaître Cornelia Kricheldorf, pour une conférence sur le thème « Réinventer une manière de vivre et d'habiter dans son quartier ». Cette rencontre est une étape importante pour l'équipe de l'association, dans la mesure où elle va lui permettre de trouver une partie des réponses aux questions qu'elle se posait. En 2017, c'est une amie de la fondatrice d'A²MG, élue écologiste à la mairie de Strasbourg, qui lui propose de répondre à un appel à projets afin d'obtenir une subvention provenant du Fond Européen de Développement Régional (à travers le programme INTERREG). La réponse doit impérativement comprendre la mobilisation d'acteurs français et allemands et doit être en cohérence avec les objectifs de l'Union Européenne. Dans le but de répondre à l'appel à projet, A²MG décide alors de mobiliser son réseau de part et d'autre du Rhin pour constituer ex nihilo une équipe réunie autour du thème : « Vivre et habiter ensemble à tout âge, même en situation de fragilité ». La fondatrice d'A²MG mobilise son réseau associatif pour trouver des « alliés »,

⁵ Que l'on peut traduire par « Projet de logement multigénérationnel »

ainsi que deux chercheuses : Cécile Rosenfelder⁶, et Cornelia Kricheldorf, dont le rôle sera d'accompagner les membres du groupe projet vers une prise en compte non seulement des personnes âgées mais aussi de leur parole et de leurs savoirs d'usages par le biais de la participation citoyenne. Le président d'A²MG, quant à lui, mobilise son réseau pour associer ceux qui deviendront deux des principaux partenaires, les « entrepreneurs », de la démarche : le président de la FVDP dont il est ami et le Vice-président de la CCSP avec qui il est resté en lien après avoir contribué à la construction d'un EHPAD⁷ sur la commune dont le vice-président de la CCSP est maire. Puis, alors qu'A²MG cherchait à pérenniser l'initiative amorcée via INTERREG, en lien avec Cécile Rosenfelder, est née l'idée de prolonger la dynamique. C'est ainsi qu'a été construit le projet de la RAC.

Trois enseignements peuvent être tirés de ce processus de mise en réseau autour d'un enjeu partagé :

- l'aura positive dont bénéficie A²MG auprès des membres de son réseau, et le dynamisme de sa fondatrice et de son président, lui confèrent une capacité d'engagement décisive.
- la démarche entreprise et l'implication des différentes parties prenantes procèdent d'une hybridation de liens sociaux : liens forts, liens faibles, liens de participation élective, liens de participation organique, liens de filiation (Granovetter 1973; Paugam 2010); lesquels liens constituent une dynamique propre et contingente dont dépend en grande partie le résultat de la collaboration.
- le programme INTERREG, comme d'autres programmes de financement de projets, peut-être lu comme un actant structurant, en ce sens qu'ici, le soutien au projet « Vivre et habiter ensemble même en situation de fragilité » a offert une reconnaissance institutionnelle déterminante aux acteurs impliqués, a accompagné la capacité d'innovation sociale des acteurs (individuels et institutionnels), légitimant parfois à leurs yeux un sujet sur lequel il était difficile de mobiliser, a offert un cadre pour une mutualisation des réflexions.

3. Rôle du *Pflegemix* dans le parcours des partenaires de la RAC

Qu'en est-il du rôle joué par la rencontre avec le *Pflegemix* et du travail mené en commun ?

Dans le cadre de leur « rencontre » avec l'approche *Pflegemix*, les partenaires français ont été très intéressés par quelques points forts du concept qu'ils ont d'abord envisagé comme un ensemble d'idées à développer en fonction des possibilités et des opportunités : les modalités de financement des « semi-professionnels » comme un moyen de reconnaissance de la valeur du travail effectué par les acteurs engagés et plus largement comme un moyen de promouvoir les solidarités de voisinage ; le nombre de bénévoles actifs et la forte participation citoyenne ; le rôle central des élus locaux — et notamment des maires — pour faire émerger, financer et pérenniser les projets mis en œuvre au niveau des territoires de proximité ; la dimension inclusive et participative de l'aménagement urbain ; la prise de risque (par exemple, pour assurer le financement de la coordination des ressources humaines et la mise en place de projet participatif au niveau local) ; le rôle important des coopératives d'habitats. Les partenaires de la RAC se sont également reconnus dans certains grands principes, notamment dans le refus d'une vision trop médicale, partant aliénante, du vieillissement et la conviction d'une forte capacité de penser et d'action de tous, même vulnérables sous réserve qu'un cadre permette à cette capacité de se déployer.

⁶ Chercheuse en sociologie qui l'avait sollicité au moment de sa thèse portant sur les habitats alternatifs pour personnes vieillissantes, avec qui elle avait conservé un lien allant au-delà de la relation chercheur/enquête

⁷ Le président d'A²MG, ingénieur de formation, a fondé, en 2000, une SARL dédiée à l'assistance à maîtrise d'ouvrage.

Les partenaires impliqués ont également identifié un ensemble de freins au transfert en l'état de l'approche *Pflegemix*. Ont ainsi été mentionnés la rigidité du cadre législatif français, notamment en ce qui concerne le logement social et l'aménagement urbain ; les différences de « cultures » entre la France et l'Allemagne ; les inquiétudes des élus face aux responsabilités et aux risques financiers que suppose la mise en place de projets tels que ceux développés dans l'approche *Pflegemix* ; la faiblesse de l'engagement associatif et de la participation citoyenne.

Finalement, l'inspiration trouvée par cette imprégnation collective avec le *Pflegemix* n'a pas donné lieu à un processus classique de « transfert » d'une approche donnée. « Voir comment font les autres » (Hassenteufel 2005) a plutôt permis aux partenaires de la RAC de réorienter et/ou de renforcer leurs propres projets, en cours et/ou initiés par ailleurs. Ce processus a été l'occasion d'un travail réflexif, d'une prise de distance vis-à-vis des projets localement initiés. S'est aussi consolidée une vision partagée des enjeux et questionnements relatifs au vieillissement, articulée à une nécessaire singularité des actions localement réfléchies, dans une certaine prise de distance vis-à-vis de l'approche allemande.

Cette rencontre a néanmoins généré des « déplacements théoriques », c'est-à-dire des changements de regard ou de rapport subjectif à l'accompagnement, et aussi à des « ajustements pratiques », c'est-à-dire des réorientations dans les réalisations concrètes, et leur a permis de préciser le rôle qu'ils souhaitent jouer dans leur propre secteur d'intervention. Par exemple, la rencontre avec Cornelia Kricheldorff et les visites des sites dont elle a accompagné le développement, ont encouragé la FVDP et la CCSP à envisager leurs projets sous l'angle de l'éco-gérontologie (dont Cornelia Kricheldorff se revendique), c'est-à-dire à réfléchir en termes de réseaux d'acteurs, d'inscription des personnes accompagnées comme des structures dans leur environnement. De même, bien que la RAC ait consisté essentiellement en l'accompagnement des projets développés par la CCSP et la FVDP, il apparaît qu'elle a aussi produit des effets sur les autres acteurs et notamment sur les associations qui intervenaient dans le projet INTERREG. Ainsi, l'une d'entre elle, passée du statut de porteur de projet à celui de co-chercheur, a transformé son action au contact des autres partenaires et en raison du travail collectif. La recherche a par ailleurs contribué à transformer les représentations que ses membres pouvaient avoir quant aux lieux de vie collectif du vieillir, notamment des EHPAD, passant de l'image dominante (globalisante et négative) à une vision plus nuancée, et concevant l'EHPAD comme pluriel et potentiellement laboratoire d'idées.

Plus qu'un modèle, une recette ou une procédure, la RAC en elle-même (et avant elle le micro-projet INTERREG) a apporté un cadre formatif, un point d'appui pour l'action. Effet levier renforcé par les liens particuliers - souvent affinitaires et articulés de manière stratégique - qui unissent les partenaires impliqués dans la recherche et par le long travail de réseau sur lequel elle s'appuie.

B. Axe 2 : état des lieux et actions sur les deux sites engagés

Nous l'avons évoqué, les enjeux de chacun des partenaires, les actions qu'ils envisageaient ont évolué. Si ces « déplacements » sont le fruit de l'inspiration trouvée dans le travail mené collectivement, ils sont aussi parfois le fruit d'autres contingences. Après avoir présenté le cadre pour la FVDP, nous prolongerons en évoquant ce qui a été fait pour la CCSP.

1. LA FVDP :

Le poste de relai senior que la FVDP finit par projeter de créer est directement inspiré des « coordinateurs » employés en Allemagne dans les territoires accompagnés par Cornelia Kricheldorff dans le cadre du *Pflegemix*. Cette démarche est donc déterminée par la « rencontre » de la FVDP avec ce concept. Mais, les évolutions dans le projet sont aussi le fruit de contraintes externes et institutionnelles. C'est ainsi le désengagement du bailleur social quant au projet de résidence sociale qui a obligé la FVDP à se recentrer sur le travail mené à

partir de l'EHPAD qu'elle gère à proximité de la cité Rotterdam. C'est ensuite le conseil d'administration, par le biais du projet institutionnel, qui a proposé de se centrer sur l'ouverture de l'EHPAD. Ouverture des EHPAD qui, en France, est une idée qui s'est progressivement imposée au point d'être largement reprise par les politiques publiques pour transformer l'offre médico-sociale. C'est donc en partie par ce biais — par le haut et de manière descendante — que les équipes sont poussées à ouvrir les établissements et à proposer une offre de services plus diversifiée en direction des habitants des territoires (en particulier ici à des habitants d'un quartier vieillissant), même si l'idée de penser l'ouverture de l'EHPAD est proche des considérations initiales (réflexion sur la dynamique de quartier et l'implication des habitants vieillissants ou non). La crise sanitaire liée à la pandémie de COVID 19 a évidemment elle aussi été déterminante dans les orientations retenues, à courte et moyenne échéance.

Pour la RAC, deux orientations ont donc été définies. Travailler à l'ouverture de l'EHPAD sur le quartier de sorte à intégrer cette démarche au fonctionnement de l'établissement d'une part, préparer, à partir de l'étude des dynamiques existantes sur le quartier, la création future d'un soutien solidaire de quartier en direction des personnes âgées, qui pourrait prendre la forme de la création d'un poste de relais de quartier, en lien étroit avec l'équipe de l'EHPAD.

La pandémie nous a à nouveau amené à revoir notre plan d'actions et nos axes de travail, à nous recentrer sur le premier point et à opérer, à chaud, un retour d'expériences avec l'équipe sur ce qu'elle avait vécu et vivait encore.

Quelques enseignements :

a. Décloisonner l'EHPAD, l'ouvrir sur l'extérieur : un Ehpad déjà en partie ouvert sur l'extérieur

Au-delà des ambitions de la FVDP, nous avons souhaité identifier avec l'équipe de l'EHPAD ce qui, dans les pratiques existantes, contribuent d'ores et déjà, à cette ouverture.

De manière générale, les premières réunions que nous avons pu tenir avec l'équipe montrent que l'EHPAD est déjà en partie « ouvert sur l'extérieur ». Et ce, en suivant plusieurs voies d'une part, sans forcément que l'équipe mette ces mots là sur ce qui se pratique, d'autre part. Dans de précédents écrits (Villez 2016; Aquino, Villez et Kenigsberg 2018), nous avons pu montrer que les initiatives se multiplient qui œuvrent pour que les maisons retraites ne soient plus les enclaves coupées de leur territoire qu'elles ont longtemps été, en ouvrant les établissements vers l'extérieur et rapprochant ainsi résidents, professionnels des EHPAD et société civile. Nous avons pu identifier que ces initiatives qui s'inventent répondaient à cet impératif de différentes manières, que rejoignent en partie celles que nous avons pu repérer auprès de l'équipe de l'EHPAD impliquée dans la RAC : en étendant et diversifiant les services proposés afin de devenir de véritables lieux-ressources pour les habitants du secteur (les personnes âgées et leurs proches vivant à domicile mais aussi l'ensemble des habitants du territoire) ; en favorisant une vie sociale de proximité, en créant des conditions pour qu'existent des expériences communes entre résidents et riverains ; en créant les conditions pour que les résidents puissent se faire les hôtes de leur proches (familles, amis) ; en offrant aux résidents l'accès à des moments forts (vacances) ; en se rendant systématiquement à la rencontre des futurs résidents à leur domicile ; en favorisant le recours aux technologies de l'information et de la communication, en l'occurrence ici, en lien avec des jeunes en service civique.

Il ressort que penser et pratiquer l'ouverture de l'EHPAD impose de penser la vision que l'on a des personnes âgées. Avoir une certaine vision de la vieillesse, de l'EHPAD est à la fois un préalable nécessaire et un objectif que cherchent à atteindre ces démarches d'ouverture. Ce faisant, ces établissements tentent de transformer le regard que l'on porte sur eux, sur leurs résidents, et de restituer à ces personnes un « droit de cité ».

L'impulsion peut venir de l'EHPAD, mais il faut alors qu'elle rencontre une « envie » sur le terrain. *A contrario*, l'impulsion vient parfois de la société civile, l'équipe de l'EHPAD a alors à y être réceptive, pour créer une plus grande porosité avec l'environnement, pour que le dehors entre au-dedans et que le dedans soit impliqué dans le dehors. Cela peut supposer que des choses se passent à l'extérieur, mais les échanges avec l'équipe de l'EHPAD montre à quel point il est important aussi d'avoir un lieu en interne pour recevoir l'extérieur, notamment car, compte tenu de la condition des résidents (de plus en plus âgés, atteints d'un nombre lui aussi croissant de pathologies ou handicaps), il faut que les conditions d'accès soient rassurantes.

b. Une ouverture à l'épreuve du COVID :

Il ressort de notre travail, à l'instar d'autres travaux, que la crise fut une expérience douloureuse, violente, voire traumatisante, mais aussi significative.

La crise a permis de réinterroger la notion d'ouverture sous l'angle du lien social mais aussi des cultures professionnelles. L'équipe a parfois fait d'une contrainte une opportunité. Les contraintes pesant encore pour les fêtes de Noël 2020 ont été l'occasion, comme le dit la directrice, « *de réinventer la fête de Noël* », conçue cette fois-ci sans les familles, pour les résidents et les professionnels. Les membres de l'équipe témoignent : « *les familles n'étant pas là, on a créé une relation de proximité avec les résidents qu'on n'aurait pas pu avoir si les familles avaient été là* » ; « *C'était beaucoup plus festif, entre les résidents entre eux parce qu'habituellement chaque résident reste avec sa famille. Beaucoup de familles ont compris que [l'établissement] était [la] maison [de leur proche] et les résidents qu'ils étaient chez eux* ». La surspécialisation des professionnels, qui s'est progressivement imposé dans les établissements et services a laissé place à une plus grande polyvalence. (animatrice et psychologue, focus group, 10 février 2021)

La crise a permis de faire advenir des innovations organisationnelles et architecturales et de lever certaines réticences. Comme le souligne la directrice « *il y a des choses qui vont changer, on a vu que c'était possible* ». C'est le cas notamment du mode de gestion, devenue plus horizontale et du recours aux solidarités (de proximité et en dehors du quartier), lesquelles se sont déployées, sur le fond d'un travail réalisé avant et en amont pour « ouvrir l'EHPAD sur l'extérieur ». L'enjeu étant de créer une sociabilité partagée en temps de crise, sans pour autant faire fi des réelles difficultés des résidents. Par ailleurs, le recours à des renforts extérieurs (notamment des travailleurs sociaux), mobilisés pour aider les équipes, a contribué à changer leurs représentations de l'EHPAD : « *ils nous disaient qu'ils n'imaginaient pas l'EHPAD comme ça mais, oui il y a de la vie, on y rit, on peut faire d'autres trucs, enfin c'était une découverte quoi* » (directrice, entretien, 4 septembre 2020)

2. La CCSP :

Globalement la CCSP a gardé le même cap tout au long de la démarche qui a plutôt permis, selon les dires des partenaires de la CCSP, une « *maturation* » du projet mené sur le territoire. La démarche INTERREG puis la RAC ont ainsi renforcé l'engagement des élus de la commission « cohésion sociale » en faveur d'une politique vieillisse cohérente et qui se déploierait sur l'ensemble du territoire. Le projet INTERREG a également entraîné une remise en question du modèle descendant, ou *top down*, dans lequel ce sont les « décideurs » qui engagent des réformes ou mettent en place des politiques au nom de ceux qui en sont les destinataires, au profit d'une vision ascendante, ou *bottom up*, dans laquelle ce sont les citoyens qui participent collectivement à la mise en place des politiques qui les concernent.

La démarche entreprise a également conforté les participants dans l'idée que la Communauté de Communes était une échelle politique sensée pour mener à bien cette mission. Qui plus est, la démarche a permis de porter la question auprès du conseil communautaire et d'en faire un sujet politique dont se saisit officiellement la communauté de communes. Aussi, la CCSP doit proposer des actions dites d'intérêts communautaires correspondant aux compétences

dont elle est dotée. Les actions qu'elle mène doivent, sauf à quelques exceptions, porter sur plusieurs communes ou sur la totalité du territoire. Il a donc été décidé de ne pas se centrer sur la résidence sociale d'une des communes de la CCSP, mais de penser les politiques vieillesse à l'échelle de l'ensemble du territoire couvert par la CCSP, et donc de mieux identifier les acteurs du territoire, les besoins des personnes âgées pour apporter à l'avenir des réponses plus ajustées, moins standardisées. La crise sanitaire, la nécessité d'interrompre nombre d'actions explique en partie cette réorientation. Comme pour la FVDP, et par ailleurs, dans le contexte des élections municipales de 2020, comprendre comment les élus traversaient la crise sanitaire a fait partie aussi des objets de travail.

Quelques enseignements :

Globalement, le constat est fait d'une méconnaissance des rôles, places et responsabilités de chacun dans la configuration locale des pratiques d'accompagnement, d'une difficulté à faire vivre une forme de coopération à l'échelle d'un territoire. Lorsqu'ils se connaissent, les acteurs ne partagent pas de réflexion commune, ne partagent pas de projet. Les acteurs sont en demande de liens. Cet enjeu se joue ici d'une manière assez particulière puisque, comme l'analyse Dominique Argoud, la communauté de communautés est un acteur assez « nouveau » dans l'action gérontologique (Argoud 2017).

Le questionnaire réalisé auprès des élus montre que les communes soutiennent au quotidien les personnes âgées de leur territoire. Les modalités de ce soutien varient en revanche d'un village à l'autre selon une logique qui semble plus tenir à la posture adoptée par les communes (allant d'une posture d'écoute, de relai à une posture de pourvoyeur d'aide). Dans le même temps, Il apparaît que les sollicitations reçues par les mairies concernent principalement des questions administratives qui peuvent aller de la demande de photocopies à l'aide pour renouveler des pièces d'identités. De façon moins récurrente les demandes concernent des informations au sujet des offres de services médico-sociales et de soutien à la vie quotidienne. Plus rarement, les communes indiquent recevoir des demandes de services directs pour des courses alimentaires ou en pharmacie et pour trouver des solutions de déplacement pour certaines personnes âgées.

Conclusion

Bien que le contexte de COVID 19 et la gestion de la crise sanitaire aient constitué un « objet » de recherche à part entière, ils ont eu un impact considérable sur la Recherche action collaborative que nous avons initiée au printemps 2019 grâce au soutien de l'IRESF et de la CNSA. Si l'ambition générale a été conservée, les modes d'investigation et d'intervention ont dû être réajustés. Aussi, nous sommes, aux termes de ces 2 ans, à l'amorce d'une traduction concrète et durable de ce qui a pu se penser et se réfléchir avec les partenaires impliqués. Néanmoins, entre autres la démarche entreprise a permis aux parties prenantes d'évoluer, tant dans leur représentation, dans leur manière d'appréhender les enjeux traités, que dans leurs modes d'agir. Ces déplacements théoriques ont été réappropriés de manière différenciée par les partenaires en rapport avec leurs intérêts initiaux et les démarches qu'ils avaient entreprises par ailleurs. En cela, le processus de la RAC est en lui-même formateur, en ce qu'il est conçu comme un appui pour l'action, de manière partagée, avec des acteurs qui s'inscrivent eux aussi dans des temporalités différenciées.

Notre travail ne visait pas à dégager des enseignements généralisables mais à prolonger une dynamique, nécessairement singulière, avec des acteurs engagés dans le champ du vieillissement : un gestionnaire d'établissements, une communauté de communes ainsi qu'une association de citoyens âgés. Néanmoins, en termes de perspectives pour l'action, action publique en particulier, la présente recherche confirme que la démarche de développement local et la transformation de l'offre gérontologique sont à envisager comme un processus singulier et complexe, impliquant des réponses nécessairement singulières et plurielles, inscrites dans le temps long, ne devant pas se réduire en l'application d'injonctions, de procédures ou de concepts prédéfinis. L'enjeu majeur étant aussi de faire s'accorder des temporalités différentes. Le temps de l'action publique, de la recherche, de la vie institutionnelle des structures, des individus qui y œuvrent et portent les projets, ce qui en fait tout à la fois la force et la fragilité.

Bibliographie

ALTER Norbert, 2000, *L'innovation ordinaire*, Paris, Presses universitaires de France.

AQUINO Jean-Pierre, VILLEZ Marion et KENIGSBURG P-A, 2018, « La maladie d'Alzheimer dans la cité, politiques et initiatives locales », *Revue de gériatrie*, 2018, vol. 43, n° 3, p. 149-158.

ARGOUD Dominique, 2017, « Territoires et vieillissement : vers la fin de la politique vieillesse ? », *Lien social et Politiques*, 2017, n° 79, p. 17-34.

ARGOUD Dominique, 2016a, « L'isolement des personnes âgées. De l'émergence à la construction d'un problème public », *Gerontologie et société*, 7 juin 2016, 38 / n° 149, n° 1, p. 25-40.

ARGOUD Dominique, 2016b, « Les gérontotechnologies sont-elles une innovation sociale ? », *Retraite et société*, 2016, N° 75, n° 3, p. 31-45.

CEFAÏ Daniel, 2003, « Postface : l'enquête de terrain en sciences sociales » dans *L'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, p. 467-615.

CURZI Sabrina, DELECOSSE Éric et MOYSE Vincent, 2016, « La coopération transfrontalière européenne. Les dynamiques décisionnelles du programme Interreg France-Wallonie-Vlaanderen », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1 octobre 2016, n° 2300, n° 15, p. 5-46.

GRANOVETTER Mark, 1973, « The strength of weak ties », *American Journal Of Sociology*, 1973, vol. 6, n° 78, p. 1360-1380.

HASSENTEUFEL Patrick, 2005, « De la comparaison internationale à la comparaison transnationale », *Revue française de science politique*, 2005, vol. 55, n° 1, p. 113-132.

HOULLIER François, 2016, *Les Sciences participatives en France*, s.l., Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Insee Alsace, 2011, « Les grandes aires urbaines structurent l'espace alsacien », *Chiffres pour l'Alsace*, 2011, 22p.

LAFORGUE Denis, AGUILAR José, CALMO Patrice, CARRETA Marie-Ève, EVSINA Svetlana, LION Patrick, PACHOD Laurent et RENAUD Béatrice, 2017, « « Enquêter ensemble ». Formes d'émancipation des individus et recompositions des institutions », *Vie sociale*, 2017, n° 20, n° 4, p. 117-132.

A2MG (dir), 2019, Microprojet INTERREG VA RHIN SUPERIEUR, rapport final, 2019.

PAUGAM Serge, 2010, *Le lien social*, Paris, PUF (coll. « Que sais-je ? »), 128 p.

PENVEN Alain, 2015, « Reconnaissance et institutionnalisation des innovations sociales dans le champ des politiques sociales », *Innovations*, 28 septembre 2015, n° 48, n° 3, p. 129-150.

PENVEN Alain, 2013, « La fabrique du social, croisement des savoirs et apprentissages coopératifs », *Socio-logos. Revue de l'association française de sociologie*, 1 février 2013, n° 8.

RICHEZ-BATTESTI Nadine, PETRELLA Francesca et VALLADE Delphine, 2012, « L'innovation sociale, une notion aux usages pluriels : Quels enjeux et défis pour l'analyse ? », *Innovations*, 2012, n°38, n° 2, p. 15-36.

ROSENFELDER Cécile, 2014, « Résister par l'habitat. Le cas de l'association A2MG. » dans *Résistance(s) et vieillissement(s)*, Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain, p. 113-122.

STEBE Jean-Marc et MARCHAL Hervé, 2019, *Introduction à la sociologie urbaine*, Malakoff, France, Armand Colin, 287 p.

VILLEZ Marion, 2016, « L'EHPAD et les liens avec la cité » dans *Guide pratique du vieillissement*, Broché., Parie.